

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL ACADÉMIQUE
D'AVIGNON UNIVERSITÉ
N°CAC-2025-011**

SÉANCE DU 18 NOVEMBRE 2025

**POINT 1
APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL
ACADÉMIQUE DU 24 JUIN 2025**

Le Conseil académique (CAC), en sa séance du 18 novembre 2025, sous la présidence de Monsieur Georges Linarès, Président d'Avignon Université,

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L.712-1 et L.712-6-1-III,
Vu les statuts d'Avignon Université,
Vu le règlement intérieur du Conseil académique d'Avignon Université et notamment son article 20,

Après en avoir délibéré,

Approuve le procès-verbal du Conseil académique du 24 juin 2025, tel qu'annexé à la présente délibération.

Vote du Conseil académique : favorable à l'unanimité

Membres composant le conseil : 61
Membres présents (28) ou suppléés (13) : 41
Membres absents et non suppléés : 20

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS

Signature calligraphique
le 27/11/2025 12:24:43 +01:00



**DAJI - Pôle des affaires
institutionnelles**

Affaire suivie par
Georges LINARÈS

Téléphone
+33 (0)4 90 16 28 09

Courriel
daji@univ-avignon.fr

AVIGNON UNIVERSITE
Campus Hannah Arendt
74 rue Louis Pasteur
84 029 Avignon cedex 1
Tél. +33 (0)4 90 16 25 00
daji@univ-avignon.fr
univ-avignon.fr

Transmise au Recteur de région académique, Chancelier des universités, le 27 novembre 2025

**PROCÈS-VERBAL
DU CONSEIL ACADÉMIQUE
D'AVIGNON UNIVERSITÉ**

SÉANCE DU 24 JUIN 2025

ORDRE DU JOUR

Informations générales

1. **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil académique du 4 mars 2025**
2. **Avis sur le schéma directeur de l'internationalisation et de la stratégie internationale**
3. **Avis sur la demande d'accréditation du Master mention « Langues Étrangères Appliquées » à compter de l'année universitaire 2026-2027 (Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques)**
4. **Avis sur la demande d'accréditation du Master mention « Administration Économique et Sociale » à compter de l'année universitaire 2026-2027 (Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques)**
5. **Avis sur la demande d'accréditation de la Licence 3 mention « Sciences de la Vie » (SV) parcours « Agrosciences » et « Biologie-Santé-Environnement » à compter de l'année universitaire 2026-2027 (Institut Agrosciences, Environnement et Santé)**
6. **Information relative au calendrier prévisionnel des séances du Conseil académique en formation plénière au titre de l'année universitaire 2025-2026**
7. **Questions diverses¹**
 - **Discussion sur l'implication des enseignants-chercheurs de l'IUT dans les instances de l'Institut AgES**

¹ Tout point à inscrire dans les « Questions diverses » doit être présenté à la Présidence (president@univ-avignon.fr ou fatima.akhita@univ-avignon.fr) au moins 5 jours avant la tenue de la séance.

		PRÉSENTS	REPRÉSENTÉS (procuration à)	EXCUSÉS
Président	LINARÈS Georges	X		
VP CFVU	JABAIAN Bassam	X		
Collège A	DUPORT DIT ROUSSEAU Catherine	X		
	MAFFRE-BAUGÉ Agnès	X		
	NOTTIN Stéphane	X		
	RANGER Graham	X		
	ROSSIGNOL Benoit		CASTELNUOVO Guido	
	VIAN Maryline			X
Collège B	BOURGEOIS Céline			X
	DE SOUZA Carole			X
	GLEIZE-PERROUTY Bérengère		MAFFRE-BAUGÉ Agnès	
	GOURION Daniel			X
	VIGNAL Matthieu		JOSELIN Didier	
Collège C	FERRERO Christophe			X
	LEAUTIER Florence			X
	RAMONE Hervé			X
	SAPPE Marjorie			X
Collège Usagers	AGRINIER Laura	X		
	BEN SAID Ismail			X
	CARABIE Alice			X
	COCHONNET Axel			X
	DURY Alexandre			X
	FOUNDOLIS Sofia			X
	ANNETTE Chloé (suppléante de LECOINTRE Agathe)	X		
	LEFERT Clélia	X		
	LOUIS Julien	X		
	PELLAT-FINET Liana	X		
	VOLLE Marius			X
	ZUCCARO Baptiste	X		
Personnalités Extérieures	BRIARD Florent			X
	ETIENNE Loïc			X
	SAGUET Valérie			X
	SIONNEAU Danielle			X

		PRÉSENTS	REPRÉSENTÉS (procuration à)	EXCUSÉS
VP CR	MESGOUÉZ Gaëlle	X		
Collège A	AMO-SANCHEZ Antonia		MESGOUÉZ Gaëlle	
	CASTELNUOVO Guido	X		
	CULIOLI Gérauld	X		
	DE PELLEGRINI Francesco	X		
	JOSSÉLIN Didier	X		
	LACAUX Céline		PÉPIN Christine	
	LEGENDRE Laurent			X
	PÉPIN Christine	X		
	PRISO-ESSAWE Samuel-Jacques	X		
	TRIQUET Éric		DERAMOND Julie	
Collège B	MEYER Grégory		CULIOLI Gérauld	
Collège C	BLIGHT Olivier	X		
	DERAMOND Julie	X		
	GARSON Cyrielle		DERAMOND Julie	
	MAZZIA Christophe	X		
	RUY Stéphane		MESGOUÉZ Gaëlle	
	SAINTY Jessica			X
Collège D	QUIDU Pascal			X
Collège E	CORBALAN Victoria		SOUMILLE Hugues	
	LAURENT Sandrine			X
	SOUMILLE Hugues	X		
Collège F	MONTELLE Virginie		SOUMILLE Hugues	
	ROUABHIA Bariza			X
Collège Usagers	BERTHIER-LAUMOND Salomé			X
	LAUMONT Emma			X
	LECOURT Thibault			X
	SOUQUET Titouan			X
Personnalités Extérieures	BERTIN Nadia			X
	BOUDJAABA Fabrice			X
	LOPIS-PRESLE Sandrine			X
	PEREZ Vivian			X

Membres composant le conseil : 65

Membres présents (23) ou suppléés (11) : 34

Membres absents et non suppléés : 31

Après vérification du quorum, Monsieur Georges Linarès, Président d'Avignon Université, ouvre la séance du Conseil académique plénier. Il est 14h40.

Informations générales

- Contrats d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) étendus :

Le projet du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR) est de passer à des COMP avec un formalisme unique qui est une extension du COMP antérieur avec toutefois trois changements majeurs :

- le COMP passe de 3 à 5 ans ;
- le COMP, désormais appelé « COMP 100 % mission » devra couvrir l'ensemble du projet d'établissement ;
- le COMP doit réunir l'ensemble des grands acteurs institutionnels de la recherche, de l'innovation et de la formation sur le territoire. Pour Avignon Université, il s'agit essentiellement des organismes de recherche (INRAE et CNRS) et des collectivités territoriales. Ce point inquiète un certain nombre d'universités mais Avignon Université a d'ores et déjà inscrit cela dans le COMP Vague 3.

En termes de méthodologie, les établissements ont peu d'éléments concernant les COMP. Il a été annoncé un lancement en janvier 2026 or, il est possible que ce calendrier ne soit pas tenable pour certaines universités.

- Dévolution du patrimoine :

Le MESR a indiqué que la situation actuelle de la gestion d'une partie du patrimoine immobilier des universités par les domaines pose question. Aussi, il veut que l'établissement se dirige, soit vers la dévolution du patrimoine, soit vers une foncière d'État qui gérerait l'ensemble du patrimoine immobilier des universités qui n'auraient pas obtenu la dévolution. Un certain nombre d'opportunités se présente pour l'établissement. La caserne Chabran, dans laquelle se trouve le Service de la Formation Tout au Long de la Vie, compte deux étages inoccupés et l'École des Nouvelles Images (ENSI) a un projet d'extension financé par France 2030. Toutefois, il faudra parvenir à accueillir l'ENSI dans un périmètre de proximité avec l'université. En effet, le projet de l'établissement est d'être au cœur de l'écosystème « culture et industrie créative » mais cela peut être contraint par la géographie. Ainsi, si l'ENSI, devait s'installer plus loin, cela remettrait en question leur installation au sein de la Villa Créative. L'idée générale posée par le ministre est de faire des universités les cheffes de file de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur leur territoire. Si l'établissement souhaite être chef de file, il lui faut avoir, dans un périmètre de proximité, l'ensemble des grands acteurs avec lesquels il développe des projets. Aussi, au niveau territorial, cela a du sens d'accueillir l'École des Nouvelles Images autour de la Villa Créative. La Préfecture a été sensible à cela et a bien saisi les enjeux économiques et les enjeux pour la filière de la culture et des industries créatives sur le territoire. Elle propose de déléguer à l'établissement le site Chabran avec plusieurs modalités possibles. Il s'agit ici d'un moment charnière pour l'établissement concernant son immobilier. Au-delà de l'aspect économique, la question est la capacité de l'établissement à se développer et à tenir ses engagements environnementaux. Il n'y a pas de décision à prendre à court terme sur la dévolution du patrimoine mais une question va se poser rapidement, à savoir si Avignon Université récupère ou non la délégation de gestion de l'ensemble du site Chabran.

- Visite du ministre :

Monsieur Philippe Baptiste, ministre chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, pourrait se rendre à Avignon Université dans le cadre d'une visite de l'établissement et de la Villa Créative le vendredi 11 juillet 2025.

- Séminaire France Universités :

Un séminaire France Universités s'est tenu la semaine dernière, suivi d'un séminaire de l'Alliance des Universités de Recherche et de Formation (AUREF). Cette structure, née il y a plusieurs années, s'est construite en non « Udice ». Il y a donc France Universités UDICE, ce groupe composé initialement de 10 universités de recherche intensive qui en compte désormais 13. Le Président indique que cela peut être problématique car Udice porte une voix en parallèle de France Universités. Le contexte général est quelque peu celui d'une catégorisation des universités avec les universités de recherche intensive d'un côté, les universités de territoire d'un autre côté, qui pourraient avoir un rôle marginal dans la recherche ou qui pourraient faire leur recherche dans les grandes métropoles. Il faut lutter contre cette catégorisation. L'AUREF s'est construite en non « Udice » et jusqu'à présent, l'alliance portait assez peu la position des universités qui sont ancrées dans leur territoire. Une rencontre a eu lieu avec le HCERES et ensuite s'est tenu le séminaire précité avec une bonne partie des présidents des universités de l'AUREF. Il va être tenté d'objectiver le poids en termes de recherche, de formation, de valeur ajoutée pour les territoires des universités de l'AUREF et se donner les instruments qui permettent de faire exister cette structure, pas seulement en opposition à Udice. L'objectif est de se mettre en ordre de marche pour que l'AUREF soit bien un instrument qui accompagne les établissements, à la fois avec des dispositifs qui pourraient être partagés entre les universités membres de l'AUREF elle-même mais également avec des dispositifs ou des actions qui seraient portées sur l'ensemble des territoires couverts par les universités d'AUREF. Les membres du Conseil académique seront tenus informés de la suite de ce travail.

- Nomination du recteur délégué de l'ESRI de la région académique Provence-Alpes-Côte-d'Azur :

Monsieur Khaled Bouabdallah, recteur délégué à l'ESRI d'Occitanie, est nommé recteur délégué à l'ESRI de PACA, en remplacement de Monsieur Emmanuel Roux, nommé recteur délégué à l'ESRI en Nouvelle-Aquitaine.

- Accueil de stagiaires qui assistent au Conseil académique :

Le Président indique que la Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles (DAJI) accueille actuellement deux élèves stagiaires, inscrits en classe de seconde. Il précise qu'il s'agit d'un stage d'observation et demande aux membres du CAC leur accord pour accueillir ces deux élèves en séance de ce jour. La question ne relevant aucune objection de la part des élus du CAC, les deux élèves assisteront à la séance.

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil académique du 4 mars 2025

En l'absence de remarques, le Président soumet à l'approbation des conseillers le procès-verbal de la séance du Conseil académique du 4 mars 2025.

➤ **Vote du CAC plénier : favorable à l'unanimité**

2. Avis sur le schéma directeur de l'internationalisation et de la stratégie internationale

Le Président donne la parole à Mesdames Sophie Antoine, Vice-présidente déléguée aux relations internationales, et Aude Favre, Consultante interne - Cellule accompagnement aux projets et à la transformation, qui présentent le schéma directeur de l'internationalisation et de la stratégie internationale. Une présentation est projetée lors de la séance. Le but de ce schéma est de préciser les lignes politiques en matière d'internationalisation et de développement international dans la même logique que les autres schémas directeurs de l'établissement. Le schéma prend la forme d'un document écrit qui fixe et propose une vision stratégique à moyen terme, définit des références et des priorités. Le document n'est pas figé et sera amené à évoluer avec les différents acteurs qui sont impliqués. Les objectifs stratégiques insérés dans le schéma directeur se déclinent en objectifs spécifiques, à savoir :

- développer une culture de l'internationalisation au sein de l'établissement ;
- assurer et améliorer la qualité des fonctions régaliennes d'Avignon Université. Il ne s'agit pas ici de l'internationalisation en sus de ce qui est fait habituellement, mais cela est bien au service de la formation et de la recherche ;
- renforcer l'image, l'attractivité de l'établissement et mettre en place la dynamique de démarche qualité qui est engagée pour l'ensemble des activités de l'établissement.

Le processus d'internationalisation a émergé depuis plusieurs mois et a pris un grand élan avec le projet de la nouvelle équipe présidentielle qui, avant même son élection, avait réuni des groupes de travail dans le but de connaître les priorités et problèmes auxquels est soumis le public. Suite à l'élection du Président et à sa prise de fonction, des rencontres ont eu lieu avec les personnels des services et composantes afin d'établir un état des lieux et se rendre compte que ce schéma directeur est une étape intéressante. Est ensuite venue l'élaboration du document présenté ce jour qui a vocation à prendre de l'ampleur et à se déployer. La présentation et le vote du schéma directeur de l'internationalisation et de la stratégie internationale dans les instances de l'établissement a vocation à avoir un effet tremplin afin que chaque membre de la communauté s'approprie le document.

La phase d'état des lieux et d'analyse des enjeux a permis de mettre en évidence un ensemble de ressources. En matière de formation et de recherche, il existe un certain nombre de forces avec de nombreux accords. En termes de services, deux concentrent l'expertise en matière d'internationalisation, à savoir la Direction d'Appui à la Recherche et à l'Innovation (DARI) et la Direction des Relations Internationales (DRI). Il y a également une culture d'établissement et de ressources en matière d'internationalisation.

La phase d'état des lieux et d'analyse des enjeux a également permis de mettre en évidence un ensemble de limites. Avec ce schéma directeur, l'idée est de mieux organiser les ressources préexistantes pour répondre à un environnement de plus en plus exigeant avec des mutations, des pratiques, des attentes, des chercheurs, des étudiants, de la concurrence et des incertitudes géopolitiques. Cet environnement exigeant, dans lequel l'Europe est présentée quelquefois comme un problème, fait également partie des solutions ou des éléments qui peuvent permettre aux équipes de faire mieux. L'environnement exigeant se manifeste également par différents labels avec des critères d'exigence remplis, ou non, mais qui donnent un cadre de référence sur lequel s'appuyer.

Le schéma directeur de l'internationalisation et de la stratégie internationale a pour logique d'intégrer l'internationalisation aux missions et à la dynamique de l'établissement. Il s'articule avec les grands projets de l'établissement dans lesquels les équipes sont d'ores et déjà engagées. Ces grands projets peuvent également aider à l'internationalisation et notamment la cellule « Europe » qui a été développée grâce au projet « Accélération des stratégies de développement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche » (ASDESR).

Le schéma directeur est rédigé avec une dizaine de pages qui traitent les deux questions suivantes :

- l'établissement qui se mobilise pour son internationalisation ;
- l'internationalisation qui sert l'établissement.

Il se décline ensuite autour de 18 fiches actions qui concernent plus spécifiquement la recherche, la formation, la culture internationale d'établissement et la vie des langues. Madame Sophie Antoine présente aux conseillers un modèle de fiche action (projection en cours de séance).

Le schéma directeur de l'internationalisation et de la stratégie internationale, appelé « VISA » pour « **V**ers l'**I**nternational : **S**tratégie et **A**ctions », doit amener chacun au double questionnement systématique suivant :

- est-ce que l'action mise en œuvre actuellement nécessite des adaptations particulières par rapport à l'internationalisation de l'établissement, comme le fait d'avoir des chercheurs et des étudiants internationaux ?
- quelles sont les opportunités qu'offre cette internationalisation pour améliorer l'action qu'il était prévu d'ouvrir ?

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil académique.

Monsieur Gérald Culioli indique qu'en tant que responsable de filière, il a des difficultés pour trouver des intervenants en anglais, ce qui a un impact sur le niveau des étudiants. Il ajoute que souvent, ce sont des collègues enseignants de collège ou de lycée qui interviennent et demande si ce sont les personnels les plus adaptés pour former des étudiants à l'international pour les mobilités sortantes en master ou dans le cadre de projets à l'international. Concernant les mobilités entrantes, il indique également que pour les étudiants intéressés par les formations de l'établissement, les pages desdites formations ne sont pas rédigées en anglais sur le site internet de l'université.

En réponse à la première question de Monsieur Gérald Culioli, Madame Sophie Antoine indique que le schéma directeur ne pourra répondre à toutes les problématiques de l'établissement et précise qu'une question similaire a été posée par le CSA quant à l'accueil des étudiants étrangers dans un environnement qui soit présentable. Il s'agit d'une question très importante car l'anglais est un moyen d'internationalisation non négligeable qui est indispensable mais qui n'est pas le seul. Il est possible d'internationaliser des formations qui sont essentiellement dispensées en français avec des enseignants qui parlent soit français, soit d'autres langues (italien, arabe, etc.) et qui ne parlent pas anglais. Ces formations peuvent donc être internationalisées car il y a des étudiants francophones ou suffisamment francophones pour intégrer les formations de l'établissement. Cela signifie également l'internationalisation à domicile des étudiants de l'établissement. En effet, cela peut être davantage confortable pour les étudiants car c'est la seule solution d'internationalisation et car c'est leur choix. Madame Sophie Antoine ajoute qu'elle est d'accord avec le fait que l'anglais est une langue pratique pour communiquer dans le monde et que les étudiants qui parlent anglais doivent avoir davantage d'opportunités de partir en mobilité sortante. La liste des cours « English friendly » est en cours d'amélioration.

Le VP CFVU précise que pour cette année, l'« English friendly » était un premier jet et avec la mise en place des maquettes, l'établissement s'est positionné sur une liste globale et sans filtres à l'heure actuelle. Le projet existe mais aucune date n'est fixée actuellement. Concernant la question de Monsieur Gérald Culioli relative aux enseignements non traduits en anglais, le VP CFVU répond que cela questionne également sur la langue du cours. Aussi, si le cours est dispensé uniquement en français, faut-il traduire le syllabus en anglais ? Cela pose la question de l'accessibilité et de savoir à qui s'adresse le message. Que le site web de l'université soit bilingue est une chose, mais le fait que les syllabus soient bilingues quand le cours est uniquement en français se pose autrement.

Concernant les cours « English friendly », le fait d'en avoir le descriptif en anglais est un élément très important. Le Président indique que le site web est la première vitrine internationale de l'établissement et il y a un grand travail à faire à ce sujet. Il s'agit d'un chantier qui doit être dans les priorités de l'établissement.

Madame Anne Maurand-Valet indique que dans son COMP, l'IUT a inscrit le projet de « Blended Intensive Programmes » (BIPs) d'Erasmus et demande si cela peut être intégré dans le schéma directeur présenté ici. Madame Sophie Antoine répond que la fiche 12 du schéma directeur présente différentes modalités d'enseignement qui permettent de favoriser l'international, dont les BIPs. La MAPUI est d'ores et déjà informée de cela et elle est en mesure d'accompagner les composantes lorsqu'elles ont des idées concernant l'internationalisation des enseignements. Une labellisation des formats de ces cours est envisagée. Pour les enseignants qui viennent en mobilité Erasmus pour certaines heures, il sera possible de les saisir dans OSE alors que jusqu'à présent, il existait des statuts intermédiaires. Madame Sophie Antoine encourage les composantes à lui transmettre, ainsi qu'à Madame Aude Favre, les besoins qu'elles identifient.

Monsieur Didier Josselin indique qu'au sein de son laboratoire, des séminaires en anglais sont organisés tous les 15 jours pour les doctorants. Toutefois, il n'y a pas beaucoup de doctorants et il demande si ces derniers peuvent comptabiliser cela dans les formations doctorales (valorisation et reconnaissance des crédits de séminaire). La démarche étant informelle, le but serait de la rendre plus officielle. Madame Sophie Antoine répond qu'elle peut relayer cette information mais que cela relève de décisions à prendre par les écoles doctorales. Elle ajoute que ces séminaires en anglais peuvent également intéresser les partenaires extérieurs de l'établissement et faire vivre ces partenariats.

Le Président remercie l'équipe en charge du schéma directeur de l'internationalisation et de la stratégie internationale pour le travail considérable réalisé dans l'élaboration de ce document.

En l'absence de remarques, le Président soumet à l'avis des conseillers le schéma directeur de l'internationalisation et de la stratégie internationale.

➤ **Avis du CAC plénier : favorable à l'unanimité**

3. Avis sur la demande d'accréditation du Master mention « Langues Étrangères Appliquées » à compter de l'année universitaire 2026-2027 (Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques)

Le Président donne la parole à Monsieur Guillaume Marrel, Directeur de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques, qui indique que la demande d'accréditation du Master mention « Langues Étrangères Appliquées » à compter de l'année universitaire 2026-2027 a pour objectif de garantir une continuité de formation dans cette filière pour laquelle la composante ne dispose plus que d'une licence. L'idée est donc de permettre aux étudiants de la filière LEA d'Avignon Université d'avoir un débouché de Master sur les enjeux de l'hôtellerie, du tourisme et de l'œnotourisme. Le Conseil de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques a émis un avis favorable sur cette demande d'accréditation.

Madame Agnès Maffre-Baugé, Directrice adjointe aux formations de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques, indique que la licence LEA compte 345 étudiants et en 3^{ème} année de licence, les étudiants n'ont pas de débouchés au sein de l'établissement, ce qui représente cette année 65 étudiants. L'enjeu est de conserver les étudiants actuels, d'attirer de nouveaux étudiants et pour ce faire, il est nécessaire de leur ouvrir un débouché qu'est le Master LEA. Ce Master comprendra un premier parcours international « Hospitality Management » et un second, intitulé « Œnotourisme et Territoires Viticoles ». La Chambre de Commerce et de l'Industrie (CCI) est particulièrement intéressée par cette formation et des liens pourraient être établis avec ce partenaire.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil académique.

Monsieur Hugues Soumille demande s'il n'existe pas déjà une formation comme celle-ci. Monsieur Guillaume Marrel répond qu'effectivement, au sein de l'ancienne UFR DEG, il existait une formation de Master en commerce international qui disposait de trois parcours en « Œnotourisme », « Hôtellerie et tourisme » et « Économie sociale et développement touristique ». L'enseignant qui pilotait la formation est parti à la retraite l'année dernière et l'un des parcours reposait sur un maître de conférences associé (MAST) dont le contrat n'a pas été renouvelé. Il n'y avait donc plus d'équipe pédagogique sur le dossier. Cette formation marchait plus ou moins avec un certain succès en termes de recrutements et de débouchés mais également un certain nombre de questionnements sur le niveau des étudiants. Le dossier avait été assez mal évalué par le HCERES, ce qui a conduit à la réflexion sur sa fermeture il y a 3 ans. Le Master LEA concerné ici par la demande d'accréditation sera adossé à l'équipe de LEA et pas à plusieurs équipes (géographes, LEA, sciences de gestion). Pour cette formation, il y a une demande très claire de la CCI de proposer un débouché dans le département ainsi qu'une implication du lycée d'Orange.

Madame Anne Maurand-Valet demande ce que signifie la mention suivante indiquée en page 6 de l'annexe transmise aux conseillers : « CONSULTATION DES INSTANCES UNIVERSITAIRES - Si ouverture de spécialité de LP-BUT : CONSEIL DE L'IUT (avis et date) ». Le VP CFVU répond qu'il s'agit de la trame nationale du dossier de demande d'accréditation hors vague. En effet, la trame est commune aux BUT, LP, licences et masters. La rubrique « LP-BUT » n'a pas été complétée dans le document car la demande ne concerne pas ces formations-là.

Monsieur Géraud Culioli est surpris de ne pas voir, parmi les partenaires, le « Centre du Rosé » de Vidauban et « l'Institut Rhodanien » situé à Orange, qui sont des acteurs sur l'expérimentation et financés par les domaines. Le Président répond que cette question a déjà été évoquée avec le lycée d'Orange et l'Université de Toulon. Ces derniers sont assez preneurs de collaborations sur la thématique du vin qui est aussi au cœur de leur écosystème socio-économique.

En l'absence de remarques, le Président soumet à l'avis des conseillers la demande d'accréditation du Master mention « Langues Étrangères Appliquées » à compter de l'année universitaire 2026-2027 (Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques).

➤ **Avis du CAC plénier : favorable à l'unanimité**

4. Avis sur la demande d'accréditation du Master mention « Administration Économique et Sociale » à compter de l'année universitaire 2026-2027 (Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques)

Le Président donne la parole à Monsieur Guillaume Marrel, Directeur de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques, qui présente la demande d'accréditation du Master mention « Administration Économique et Sociale » à compter de l'année universitaire 2026-2027.

Au sein du CER « Sciences sociales. Sciences politique, économiques et de gestion », il existe la licence AES sans débouché de Master direct depuis la création de la licence « Science politique » et la consolidation du Master de politique publique pour la filière « Sciences Po ». Lors de la vague d'accréditation, l'UFR DEG avait demandé l'accréditation d'un Master mention « Management PME-PMI » avec un parcours « Management de l'innovation et transformation numérique ». L'équipe pédagogique du CER « Sciences sociales. Sciences politique, économiques et de gestion » a souhaité modifier la mention pour élargir son assise et le nombre de collègues qui pourraient s'impliquer dans le portage de cette formation, donc élargir le management PME-PMI à une mention « AES », qui est beaucoup plus large, dans la continuité de la licence AES du même nom. Le parcours est exactement le même, le contenu de la formation va changer de manière marginale et il reste un parcours « Management de l'innovation et de la transformation numérique ». La licence AES est une licence importante, avec des effectifs actuels de 150 étudiants en première année et environ une cinquantaine de diplômés en

troisième année. L'objectif de la création du Master est de maintenir des étudiants dans l'établissement et, surtout, recruter au-delà.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil académique.

Madame Anne Maurand-Valet constate que ce Master est porté uniquement par l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques et demande pourquoi les PR et MCF de sciences de gestions de l'IUT ne sont pas cités dans les ressources humaines. Monsieur Guillaume Marrel répond que ces derniers sont bien mentionnés dans la fiche, en page 7.

Monsieur Samuel Priso-Essawe demande si le repositionnement de ce master est partiel ou total. Est-ce que le management de l'innovation et de la transformation numérique va être envisagé dans le contexte « PME-PMI » pour coller à la mention initiale ou est-ce que la formation sort du cadre « PME-PMI » pour aborder la question de manière plus globale ? Monsieur Guillaume Marrel répond que le périmètre « PME-PMI » n'est probablement pas le seul débouché possible de ce Master. Globalement, il s'agit ici d'une formation en management des organisations, qu'elles soient de petites, moyennes ou grandes tailles, et qu'elles soient publiques ou privées. Le management de l'innovation et de la transformation numérique s'adresse à toutes les structures. Le choix de la mention « Management PME-PMI » il y a trois ans, au moment de redéfinir les débouchés de la filière « AES » par rapport à la filière « Sciences Po », s'était fait de manière quelque peu opportune sur un marché plutôt local en visant le management des structures du territoire. Ici, le projet « AES » est beaucoup plus large et intègre davantage de dimensions pluridisciplinaires que dans une mention de sciences de gestion pure (sciences économiques, droit, sciences sociales) et avec d'éventuelles mutualisations possibles avec le parcours « Gouvernance des données » du Master « Politiques publiques ». Le VP CFVU complète en indiquant que ce changement de mention permet deux choses :

- élargir la taille de l'équipe pédagogique afin de pouvoir inclure davantage de collègues pour s'assurer d'avoir une base solide capable de porter le master ;
- élargir le vivier étudiant en s'adressant plus facilement à l'ensemble des étudiants sortants de la licence « AES » d'Avignon Université. Cela permet également d'afficher une poursuite d'études logique entre la licence « AES » et cette mention. Le continuum LMD est ainsi plus lisible pour l'ensemble des étudiants.

En l'absence de remarques, le Président soumet à l'avis des conseillers la demande d'accréditation du Master mention « Administration Économique et Sociale » à compter de l'année universitaire 2026-2027 (Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques).

➤ **Avis du CAC plénier : favorable à l'unanimité**

5. Avis sur la demande d'accréditation de la Licence 3 mention « Sciences de la Vie » (SV) parcours « Agrosociétés » et « Biologie-Santé-Environnement » à compter de l'année universitaire 2026-2027 (Institut Agrosociétés, Environnement et Santé)

Le Président donne la parole à Madame Catherine Duport Dit Rousseau, Responsable du CER « Biologie » qui présente la demande d'accréditation de la Licence 3 mention « Sciences de la Vie » (SV) parcours « Agrosociétés » et « Biologie-Santé-Environnement » à compter de l'année universitaire 2026-2027.

La licence actuelle « Sciences de la Vie et de la Terre » (SVT) compte trois parcours en L3 : « Sciences de la Terre et de l'Eau », « Agrosociétés » et « Biologie-Santé-Environnement ». Il n'y a pas d'enseignement en sciences de la Terre dans les parcours « Biologie-Santé-Environnement » et « Agrosociétés ». De ce fait, l'intitulé n'est pas en adéquation avec les enseignements. De plus, les étudiants qui sortent de ces parcours s'orientent vers des masters en biologie (sciences de la vie). Le fait d'être diplômés en Sciences de la Vie et de la Terre dessert les étudiants et certains d'entre eux ont fait remarquer qu'ils avaient des problèmes liés à l'intitulé de la mention « Sciences de la Vie et de la Terre ». Aussi, pour ces deux raisons, la composante souhaite désormais que les étudiants inscrits en L3 dans les parcours « Biologie-Santé-Environnement » et « Agrosociétés » soient diplômés de la mention « Sciences de la Vie » (SV) et non plus de la mention « Sciences de la Vie et de la Terre ». En termes d'organisation, cela ne changera rien au niveau de la maquette car les étudiants n'ont pas d'enseignement de sciences de la Terre. De même, d'un point de vue financier, cela n'aura aucun impact car il n'y a pas de changement.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil académique.

En l'absence de remarques, le Président soumet à l'avis des conseillers la demande d'accréditation de la Licence 3 mention « Sciences de la Vie » (SV) parcours « Agrosociétés » et « Biologie-Santé-Environnement » à compter de l'année universitaire 2026-2027 (Institut Agrosociétés, Environnement et Santé).

➤ **Avis du CAC plénier : favorable à l'unanimité**

6. Information relative au calendrier prévisionnel des séances du Conseil académique en formation plénière au titre de l'année universitaire 2025-2026

Le Président présente le calendrier prévisionnel des séances du Conseil académique en formation plénière au titre de l'année universitaire 2025-2026.

En l'absence de remarques des conseillers, le Président introduit le point suivant de l'ordre du jour.

7. Questions diverses

Discussion sur l'implication des enseignants-chercheurs de l'IUT dans les instances de l'Institut AgES

Le Président donne la parole à Madame Gaëlle Mesgouez, Vice-Présidente à la Recherche, qui indique avoir été sollicitée par Messieurs Gérald Culioli et Olivier Blight dans le cadre de la Commission de la recherche (CR). Ces derniers ont fait remonter un point qui n'est pas du ressort de la Commission de la recherche, relatif au fait que les enseignants-chercheurs de l'IUT qui, d'un point de vue électeur ou éligible, ne sont pas impliqués dans les instances de l'Institut AgES, mais qui sont impliqués au niveau des assemblées générales des CER.

Il y a une question sur le rôle, l'implication et l'intégration des enseignants-chercheurs au sein des Centres d'Enseignement et de Recherche (CER) et des instituts. En termes de composante, les enseignants-chercheurs de l'IUT émargent à l'IUT mais en termes de laboratoire, ils sont rattachés à différents laboratoires de l'Institut AgES, mais également du CERI, ou encore des laboratoires de l'Institut CPSN. Une discussion est nécessaire sur l'intégration des enseignants-chercheurs de l'IUT au sein des CER. Madame Gaëlle Mesgouez ajoute qu'elle a échangé avec la Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles (DAJI) sur ce sujet et bien que les enseignants-chercheurs de l'IUT fassent partie des assemblées générales des CER, la difficulté ici est que ces assemblées générales ne se réunissent que très rarement (une ou deux fois par an). Aussi, l'espace de discussion laissé aux enseignants-chercheurs de l'IUT est assez mince dans ce cadre-là.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil académique.

Monsieur Olivier Blight indique que les enseignants-chercheurs de l'IUT sont associés aux CER mais c'est au niveau de l'Institut qu'ils ne peuvent apparaître sur les listes électorales ni participer aux votes pour les questions relatives à la recherche. Ils sont donc exclus des décisions qui peuvent être prises sur la recherche et aucun enseignant-chercheur de l'IUT ne veut voter pour des questions relatives à la formation. Il ajoute qu'avec le transfert de certaines compétences de la CR vers les instituts, les enseignants-chercheurs de l'IUT ont perdu des droits. Madame Gaëlle Mesgouez répond que la question est plus large que le point « recherche » et cela touche les deux périmètres que sont les instituts et les CER sur le volet de la recherche.

Le Président indique que les instituts ont été créés afin qu'ils soient capables de porter un volet du projet d'établissement et notamment la partie « Agrosciences, environnement et santé » pour l'Institut AgES. Les collègues de l'IUT ne peuvent être exclus des échanges stratégiques sur les dimensions scientifiques. La difficulté se pose concernant le vote des questions relatives à la formation, ce qui rend le sujet quelque peu complexe. Exclure complètement les collègues de l'IUT de ce qui est réalisé par les instituts serait problématique car cela exclurait les forces vives de l'établissement sur des thématiques qui sont très centrales sur le projet d'établissement et le projet scientifique des instituts. Le Président précise qu'il s'agit ici d'une discussion et qu'il n'a pas de solution précise à la question mais évoque la possibilité d'ouvrir les questions sur la recherche aux enseignants-chercheurs de l'IUT et exclure les sujets qui concernent la formation et la vie étudiante. Madame Gaëlle Mesgouez ajoute qu'il faut être vigilant sur les formations qui peuvent se chevaucher avec l'IUT, tel que le Master présenté précédemment en CAC de ce jour.

Monsieur Guillaume Marrel indique qu'il s'agit d'une discussion qui existe depuis la mise en place des instituts, notamment avec les collègues enseignants de sciences de gestion de l'IUT. Cela a permis d'aller assez loin dans la réflexion sur les risques de conflits d'intérêt que pouvait comporter le fait d'être électeur dans deux composantes différentes en même temps, ayant des intérêts le plus souvent convergents, mais parfois aussi divergents, notamment sur des enjeux de campagne d'emplois et d'offre de formation. L'architecture des statuts ne laisse qu'une possibilité, à savoir l'application du code de l'éducation, qui prévoit que dans une composante d'université, un intervenant qui assure 64 heures de cours est électeur, que ce soit des vacations ou du service statutaire. Monsieur Guillaume Marrel indique que selon lui, l'un des moyens de régler ces problématiques et de rendre les membres de l'IUT électeurs sur les enjeux de formation et de recherche est que pour les enseignants-chercheurs de l'IUT qui souhaitent être électeurs, une partie de leur service statutaire soit enregistrée dans le CER ou l'institut concerné. Ainsi, ils seraient électeurs de plein droit sur tous les domaines. Le Président répond que cela pose la question de la redistribution des heures d'enseignement vers la composante. Monsieur Guillaume Marrel indique que les heures complémentaires sont toujours possibles et la composante pourrait maintenir 64 heures d'heures complémentaires. Le Président répond que le vrai sujet est de savoir ce que l'on fait pour la biologie dont plus de la moitié des effectifs est à l'IUT. La proposition de Monsieur Guillaume Marrel peut résoudre un certain nombre de situations lorsque cela est opportun de faire 64 heures dans une autre composante. Toutefois, si cela n'est pas opportun, il n'est pas judicieux d'exclure tous ces collègues-là des discussions qui sont déterminantes pour les stratégies d'axes de différenciation de l'établissement. Concernant les heures complémentaires, le VP CFVU indique qu'en effet, il est possible que de nombreux enseignants de l'IUT assurent un volume d'heures complémentaires assez important. Toutefois, en suivant cette logique, les 64 heures (statutaires ou complémentaires) assurées par les enseignants de l'IUT dans les instituts fragiliseraient les services de l'IUT car si les enseignants de l'IUT assurent actuellement des heures complémentaires, c'est à l'IUT et pour répondre à des besoins dans les formations de la composante. Le VP CFVU ajoute que l'originalité du modèle et notamment avec les CER, est qu'un enseignant peut appartenir à un CER, soit par son activité d'enseignement, soit pour son activité de recherche. Ici, il s'agit d'enseignants qui appartiennent à un CER uniquement par l'activité de recherche à travers un laboratoire. Le VP CFVU demande si le besoin exprimé concerne le fait d'être électeur et éligible dans les instituts ou est-ce le fait de participer aux discussions. Monsieur Olivier Blight répond qu'il s'agit des deux et que les enseignants-chercheurs de l'IUT n'ont pas les mêmes droits

que les autres enseignants-chercheurs car ils ne peuvent participer activement aux discussions et votes pour les questions relatives à la recherche.

Monsieur Stéphane Nottin indique qu'il y a plusieurs niveaux à cette question, à savoir l'intégration des enseignants-chercheurs de l'IUT dans les CER, qui est prévue dans les statuts et l'intégration dans les bureaux des CER car c'est au sein de ces bureaux qu'ont lieu les discussions plus spécifiques en termes de politique de postes par exemple. La question qui se pose est de savoir si le conseil consultatif de l'institut, donc tous ses responsables de CER, est suffisamment représentatif ou est-ce qu'il ne serait pas nécessaire de créer une nouvelle entité qui permettrait d'avoir une représentativité plus large pour, notamment, piloter la politique scientifique de l'Institut AgES. Le Président répond qu'effectivement, l'IUT pourrait être intégré dans ce périmètre de discussion sur le projet scientifique. La question ne porte pas sur la définition du projet mais plutôt : comment les ressources qui sont données à l'Institut, qui doivent alimenter la recherche et qui étaient auparavant pilotées par la Commission de la Recherche, peuvent également alimenter des enseignants-chercheurs qui sont à l'IUT ?

Monsieur Olivier Blight indique qu'une proposition consiste à ajouter, dans les statuts des instituts, le fait qu'un membre enseignant-chercheur d'une autre composante ne peut participer au vote sur les questions relatives à la formation mais peut participer au vote sur les questions relatives à la recherche. Ainsi, les enseignants-chercheurs de l'IUT seraient éligibles au sein du conseil d'institut.

Monsieur Samuel Priso-Essawe indique qu'il y a peut-être plusieurs niveaux de décisions mélangés ici. Ce n'est pas le CER qui prend les décisions en matière de recherche mais les laboratoires. Aussi, les enseignants-chercheurs qui sont rattachés à une composante donnée et qui appartiennent à un laboratoire « lié » à une autre composante contribuent aux discussions sur la recherche par leur appartenance au laboratoire. Selon lui, le fait de ne pas pouvoir prendre de décisions dans le cadre d'un CER, c'est peut-être donner au CER davantage de missions, de rôles qu'il n'en a dans les statuts. Au niveau des instituts, le débat serait peut-être du même ordre que si un enseignant-chercheur de l'université n'est pas membre de la Commission de la recherche alors que des décisions sont prises par cette même commission. L'institut est défini comme portant une partie du projet d'établissement. Monsieur Olivier Blight répond que tous les enseignants peuvent se porter candidats à la Commission de la recherche, ce qui n'est pas le cas pour les enseignants-chercheurs de l'IUT au sein des instances de l'Institut AgES. Monsieur Samuel Priso-Essawe demande s'il est indispensable que les enseignants-chercheurs soient électeurs et éligibles au sein du conseil d'institut ou est-ce qu'il suffirait que par l'appartenance au laboratoire, et donc au CER, ils soient en mesure de contribuer à proposer des orientations qui vont être ensuite discutées en conseil d'institut. Suite aux échanges ci-dessus, le Président rappelle qu'un enseignant-chercheur intervenant au sein de deux composantes ne peut être électeur dans ces deux composantes simultanément. Il est nécessaire de choisir l'une ou l'autre.

Monsieur Guillaume Marrel indique que dans l'attente d'une éventuelle clarification sur cette question, la solution adoptée par l'Institut CPSN est de donner au règlement intérieur du CER la charge de clarifier la place que peuvent tenir les chercheurs de l'IUT. C'est ainsi au CER, lors de la préparation de son règlement intérieur, de définir les droits de vote objet par objet (campagne d'emplois, ouverture et fermeture de formations, etc.). Cela signifie que les membres de l'IUT peuvent être membres du CER et participer aux discussions mais ne sont pas électeurs sur les enjeux stratégiques du CER qui relèvent d'enjeux qui peuvent mettre les chercheurs de l'IUT en position de conflit d'intérêt. Le Président indique que la question ne se pose pas à l'intérieur des CER mais dans les composantes. La question est : comment le poids d'extérieurs à la composante, avec des voix qui s'expriment de manière parfaitement légitime dans le CER, va, ou pas, influencer la politique de l'institut et comment arriver à bien articuler les deux ?

Madame Christine Pépin indique qu'elle comprend tout à fait la demande et découvre ici la non représentation des enseignants-chercheurs de l'IUT dans les instances de l'Institut AgES. Elle ajoute ne pas avoir connaissance des besoins de postes d'enseignants au sein de l'IUT et qu'il est peut-être possible de faire appel à des enseignants de l'université disponibles et experts dans les domaines demandés, au lieu de recruter des vacataires (exemple : en chimie organique pour Madame Christine Pépin). Madame Anne Maurand-Valet répond que le COMP peut être une avancée sur les demandes de postes et elle confirme que l'IUT a des besoins en enseignants de chimie et que la composante a prévu de demander un poste dans ce domaine. Elle va se rapprocher de Madame Christine Pépin sur ce sujet. L'IUT ignore si les collègues des autres composantes sont informés des besoins de postes de l'IUT. Le Président indique que les échanges inter-composantes pourraient être organisés par la gouvernance ou être intégré dans le calendrier des COMP. Il ajoute que la question du droit de vote mérite davantage de réflexion afin de répondre à des demandes quelque peu contradictoires. Il est nécessaire de trouver un mécanisme qui fonctionne. Concernant la question des besoins de postes, Madame Anne Maurand-Valet propose d'ouvrir l'accès à la lecture du COMP par les responsables des autres composantes via le Cloud de l'université afin de lire mutuellement les COMP.

Monsieur Guillaume Marrel demande si, à l'écoute des échanges ci-dessus, il faut sortir l'IUT des campagnes d'emplois. Il existe des CER disciplinaires qui doivent fournir des enseignants-chercheurs aux formations dans les composantes, quelles qu'elles soient (en BUT, licence, master indifféremment). Dans cette hypothèse, les CER gèrent toutes les formations de leur domaine, les membres de l'IUT sont membres de leurs CER disciplinaires, les campagnes d'emplois seraient gérées de manière globale car il y a des besoins dans les BUT, licences et masters. La campagne d'emplois serait alors défendue par blocs de disciplines et cela signifie que l'IUT sortirait institutionnellement de la négociation de la campagne d'emplois car cela est discuté dans chaque CER de l'institut. Le Président répond que cette solution peut comporter un risque en termes de conflit d'intérêt. Le VP CFVU indique que si le CER se positionne sur le volet recherche du poste de l'institut et de l'IUT, cela peut être un compromis dans l'attente d'avoir une réponse à la question initiale. Chaque composante gère

alors sa formation et le point clé étant probablement la campagne d'emplois, si l'IUT formule une demande de poste en chimie, c'est le CER de chimie qui se positionne et pas seulement les laboratoires directement associés, afin de créer une symétrie. Le Président indique que les enjeux de la question sont compris et les échanges vont se poursuivre avec les composantes sur ce sujet afin de proposer des solutions.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h30.

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS

Signature calligraphique

le 24/11/2025 13:59:05 +01:00

